



À Tours le 25 avril 2019

Monsieur le Directeur,

Le 1^{er} avril 2019, l'intersyndicale des Finances Publiques d'Indre et Loire vous a interpellé par écrit sur la réalité du dialogue social dans le département. Vous ne nous avez toujours pas répondu. Cela fait des mois qu'avec les agents nous vous demandons la transparence sur les projets de restructurations en cours. Cela fait des mois que nous vous demandons d'entendre leurs revendications !

Lorsque nous nous sommes rencontrés de manière informelle le 14 mars dernier sur le site de Béranger, vous aviez pourtant affirmé que nous disposerions courant avril du plan de restructurations proposé par la direction locale à la direction générale.

Or vous vous êtes contenté de publier le 2 avril dernier sur ULYSSE 37 un message décrivant de manière évasive le concept de « déconcentration de proximité ».

Vous savez bien que ce n'est pas ce que nous attendons.

Alors participer au CTL du 26 avril pourquoi ? Pour s'entendre dire à nouveau que les choses vont bien, que le PAS c'est parfait, que la direction prend soin des agents dans les restructurations, que les conditions de travail s'améliorent... alors que nous sommes :

- Dans un contexte où l'inquiétude et l'exaspération des agents s'expriment régulièrement,
- Dans un contexte où la géographie revisitée – ce terme il fallait l'oser – va se traduire par une pseudo-concertation puisque la réduction des structures, le resserrement du réseau, les suppressions d'emplois et les économies budgétaires sont des préalables présentés comme incontournables par la direction générale,
- Dans un contexte où le projet de « transformation de la Fonction Publique » sera examiné en procédure accélérée,
- Dans un contexte enfin, où les pressions sur les organisations syndicales s'accroissent et les attaques contre le droit de manifester se répètent,

Vous ne pouvez plus continuer à vous taire, les agents ont le droit de savoir !

Face à votre mutisme sur les inquiétudes, la colère et les revendications des agents, sachez Monsieur le Directeur que nous restons déterminés à défendre et à développer les missions et le réseau de la DGFIP, à lutter pour sauvegarder et améliorer notre statut, nos garanties et nos conditions de travail.

Monsieur le Directeur, les organisations syndicales d'Indre et Loire, vous demandent d'ores et déjà de communiquer sur la cartographie revisitée et sur le plan pluriannuel des suppressions d'emplois 2020-2022 dans le département d'Indre et Loire ! Elles vous demandent ainsi une convocation sur un ordre du jour unique : celui du projet des restructurations du département.

En l'absence, elles refuseront de siéger tant que vos projets n'auront pas été exposés.